

**lutte
ouvrière**



FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS



AVEC **NATHALIE
ARTHAUD**

**CANDIDATE COMMUNISTE
À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE**

Présentation

Toutes celles et tous ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre, les chômeurs, les retraités des classes populaires, constatent la dégradation de leurs conditions d'existence. L'ampleur du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la généralisation de la précarité contribuent à ce que la pauvreté s'aggrave dans le monde du travail, alors que les grands groupes capitalistes réalisent des profits élevés malgré la crise et que leurs propriétaires et actionnaires continuent à édifier des fortunes.

Les travailleurs qui réfléchissent sur leur sort ont pu vérifier maintes fois qu'ils ne peuvent pas compter sur ceux qui gouvernent le pays. Qu'ils soient de droite ou de gauche, les ministres n'ont que mépris pour ceux, en bas de l'échelle, qui font pourtant fonctionner les usines, les transports, les bureaux, les commerces et les banques, et qui font vivre la société. Les lois que le gouvernement décide, les mesures qu'il impose, sont toutes destinées à enrichir encore plus les riches, en rendant plus difficile la vie de ceux qui travaillent.

Les centaines de milliers de travailleurs qui ont participé au mouvement contre la loi travail, les millions qui ont manifesté leur sympathie pour cette mobilisation, ont montré qu'ils étaient en train de prendre conscience de cette situation révoltante.

Il ne faut pas que l'année électorale qui s'annonce freine cette prise de conscience. La rivalité électorale va opposer, lors de l'élection présidentielle puis des législatives, ceux qui nous oppriment aujourd'hui à ceux qui nous ont opprimés hier, à ceux qui sont candidats pour nous opprimer demain. Les grands partis qui ont une chance d'accéder à la tête du pays n'ont pas l'intention de s'attaquer au système social actuel, fait pour les riches. Une fois au pouvoir, ils mèneront tous, même si c'est avec des nuances, la politique exigée par les plus puissants: les patrons des grandes entreprises, les banquiers, la bourgeoisie capitaliste.

Choisir entre ces gens-là serait, pour des travailleurs, accepter par avance d'être trompés, sacrifiés pour les intérêts de leurs exploiters.

Se réfugier dans le rejet de la politique n'est pas une solution. Si les travailleurs ne mettent pas eux-mêmes en avant leurs intérêts à court et à long terme, personne ne le fera à leur place.

Lutte ouvrière présente ma candidature à l'élection présidentielle de 2017, pour permettre aux électeurs des classes populaires d'exprimer leurs intérêts matériels et politiques.



Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.

Nous nous revendiquons des idées communistes, de cette tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier qui a pour objectif l'émancipation des classes exploitées par le renversement de la classe capitaliste. Nous ne cherchons pas à prendre des responsabilités dans l'organisation sociale actuelle, basée sur l'exploitation et l'oppression. Nous voulons y mettre fin.

Personne ne pourra se tromper sur le sens des votes en faveur de ma candidature. Je serai candidate à cette élection pour que les travailleurs combattifs et conscients de leurs intérêts puissent exprimer un vote de classe, affirmer la fierté d'être travailleurs, la fierté de faire tourner toute la société et la fierté de combattre l'exploitation capitaliste.

Nathalie Arthaud

La mobilisation contre la loi El Khomri, dite loi travail, a exprimé le réveil de la combativité d'une fraction du monde du travail. Une pétition rassemblant plus d'un million de signatures; une dizaine de journées d'action nationales; des centaines de manifestations à l'échelle du pays; la mobilisation d'une fraction de la jeunesse; des occupations de places; des blocages; des débrayages dans de très nombreuses entreprises, y compris des petites; des grèves dans des secteurs aussi divers que les transports, les centres de collecte d'ordures, l'énergie: ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui se sont exprimés pour rejeter cette énième attaque gouvernementale.

La durée même du mouvement, près de quatre mois, a permis à différents secteurs de la classe ouvrière d'entrer en lutte, simultanément ou successivement.

Seule une fraction des travailleurs s'est mobilisée en faisant grève et en manifestant. Mais elle a bénéficié du soutien et de la sympathie de la grande majorité des travailleurs tout au long de ces quatre mois, parce qu'elle a porté les intérêts de tous les travailleurs et qu'elle a exprimé, plus largement, la colère du monde ouvrier. Grâce à cette mobilisation, la classe ouvrière a rompu avec des années de silence.



Les cheminots parisiens, à la manifestation contre la loi travail, le 14 juin 2016.

Depuis que l'économie capitaliste s'enfonce dans le marasme, aggravé par la crise financière de 2008, la grande bourgeoisie, qui domine l'économie mondiale et possède les grandes sociétés et la finance, s'efforce de préserver et d'augmenter ses profits au détriment des classes populaires et principalement des salariés. Elle multiplie les licenciements et les fermetures d'usines pour faire faire la même production par moins de travailleurs; elle pousse à l'augmentation des cadences, à la flexibilité des horaires de travail; elle rend la situation des salariés de plus en plus précaire et impose des reculs sur une série de droits sociaux.

Cette guerre de la classe capitaliste contre la classe ouvrière fait aussi des victimes collatérales dans d'autres catégories populaires. Nombre de petits artisans et commerçants, restaurateurs, épiciers, petits garagistes, fleuristes, coiffeurs, taxis, dont les revenus dépendent de la consommation de la classe ouvrière, ont vu leur clientèle fondre.

Quant aux petits producteurs de l'agriculture, des éleveurs aux maraîchers, ils sont de plus en plus étouffés par les capitalistes de l'agroalimentaire, par les grandes chaînes de distribution et par les banquiers.

Les agriculteurs ont manifesté, les chauffeurs de taxi ont bloqué la circulation, les médecins ont protesté contre la dégradation de leurs conditions de travail. On a même vu manifester les avocats et les huissiers.

Il n'y avait que le monde ouvrier que l'on n'entendait pas, ou si peu, alors qu'il paie le plus lourd tribut à la crise.

Quand, ces quatre dernières années, le gouvernement Hollande s'est attaqué



REUTERS/CHRISTIAN HARTMANN

Le grand patronat et le Medef ont des raisons d'être satisfaits du gouvernement.



À la manifestation nationale du 14 juin à Paris.

aux retraites, a augmenté les impôts, arrosé le patronat de milliards d'argent public, lorsqu'il a généralisé le travail du dimanche, tout s'est passé comme si les travailleurs étaient sans voix, presque consentants. La mobilisation contre la loi El Khomri a mis fin à cette passivité.

Des centaines de milliers de travailleurs ont tenu à affirmer qu'ils existent, qu'ils revendiquent leurs droits et refusent désormais d'être sacrifiés. Ils ont montré que les travailleurs peuvent s'organiser, manifester, faire grève et résister, et ils peuvent en être fiers.

Ceux qui se sont battus, et tous ceux qui ont suivi, solidaires, ce bras de fer entre les travailleurs et le gouvernement, ont beaucoup appris dans ce mouvement. Ils se sont heurtés aux mensonges puis, au fil de la lutte, à la hargne antiouvrière de ce gouvernement qui se prétend socialiste. Ils ont pu constater comment fonctionne la démocratie bourgeoise. Alors que cette loi travail est rejetée par la majorité de la population et par l'écrasante majorité des salariés, destinés à en être les victimes, ils ont vu comment le gouvernement a pu piétiner sa propre majorité parlementaire en brandissant l'article 49-3 de la Constitution.

Ils ont vu le gouvernement user de toutes les ficelles pour imposer une loi écrite sous la dictée du grand patronat, contre la volonté des salariés mobilisés :

de l'appel à la solidarité pour les victimes des inondations à l'évocation de l'image du pays qui serait dégradée sur la scène internationale, en passant par l'Euro de football. Comme rien n'y faisait, ministres et médias à leur botte ont déversé des tombereaux de calomnies sur les syndicats qui ont participé au mouvement, en ciblant particulièrement la CGT, et en réalité sur tous ceux, syndiqués ou non-syndiqués, qui contestaient la politique du pouvoir.

Ils ont vu le gouvernement se servir des dégâts causés par quelques centaines de casseurs, en marge des manifestations, pour passer sous silence les raisons pour lesquelles des centaines de milliers de travailleurs ont enchaîné durant quatre mois manifestation sur manifestation.

Ils ont vu un Premier ministre qui se prétend socialiste laisser entendre, avec un coup de menton à la Sarkozy, que si les travailleurs ne renonçaient pas aux manifestations de plein gré, celles-ci pourraient être interdites.

Oui, les travailleurs qui se sont levés contre la loi El Khomri ont vu se dresser contre eux ministres et dirigeants politiques du PS, soutenus par la droite.

Ils ont vu se déployer contre eux toute la machine à façonner l'opinion que sont les grandes chaînes de télévision et la grande presse, propriétés de Dassault, de Bouygues et de leurs semblables.

C'est une formidable leçon politique. Elle ne sera pas oubliée.

Ces quatre mois de mobilisation ont renforcé la conscience de classe d'une fraction du monde ouvrier. C'est un gage d'avenir. Car, si la loi El Khomri n'est





La grève à la raffinerie Total de Grandpuits (Seine-et-Marne).

pas la première mesure antiouvrière prise par le gouvernement, elle ne sera certainement pas la dernière non plus.

Le grand patronat continuera la guerre contre le monde du travail et le gouvernement, quel qu'il soit, mettra à sa disposition l'arsenal législatif qui lui sera utile dans cette guerre.

Et si la droite revient au pouvoir en 2017, après les cinq ans pendant lesquels un président, un gouvernement et une majorité socialistes ont pris des mesures violemment antiouvrières, elle n'aura pas de mal à continuer dans la même voie.

Alors, la seule certitude pour la période à venir est que la guerre sociale de la grande bourgeoisie et de ses serviteurs politiques contre la classe ouvrière, se poursuivra et s'aggravera.

Si les travailleurs ne veulent pas voir leurs conditions d'existence continuer à s'effondrer, ils devront se défendre.

Les travailleurs représentent une force sociale, il faut qu'ils deviennent une force politique

Dans cette société où le pouvoir appartient à ceux qui possèdent les capitaux et où l'État est à leur disposition, les travailleurs ne peuvent changer leur sort que s'ils se servent de leur force collective et inversent le rapport de force avec le patronat et le gouvernement. Bien sûr, le niveau élevé du chômage affaiblit le monde du travail. Mais les capitalistes ne peuvent pas se passer de tous les travailleurs. L'économie continue à tourner, et elle fonctionne grâce aux millions de salariés. C'est grâce à leur travail que les entreprises dégagent du profit pour leurs propriétaires et leurs actionnaires, pour les banques et, au moins indirectement, pour toute la classe capitaliste. C'est grâce à ce travail que la vie sociale peut se déployer.

Si les poubelles sont enlevées, pour le plus grand bien de tous, c'est parce que des éboueurs se lèvent tôt pour les ramasser. Pour que l'essence arrive dans les stations-service, il faut des routiers, des dockers et des travailleurs dans les raffineries et les dépôts de carburant. Pour que des millions de femmes et d'hommes se rendent à leur travail, il faut des cheminots. Et, comme l'ont montré les récentes grèves, ce sont les travailleurs qui font marcher la pompe à profits et qui ont aussi le pouvoir de l'arrêter.

Oui, lorsque les salariés arrêtent de travailler, toute la vie sociale s'arrête.



Les CRS débloquent le dépôt de carburant de Douchy-les-Mines (Nord), le 25 mai.



Les dockers du Havre, le 14 juin à Paris, contre la loi travail.

C'est alors que le patronat, les notables et les politiciens à leur service réalisent, enrégés, combien ils sont dépendants des travailleurs. Les CRS peuvent certes déloger quelques centaines de manifestants qui bloquent une raffinerie ou une voie de chemin de fer. Mais ils ne peuvent pas remplacer les salariés de ces raffineries en grève, ni s'improviser conducteurs de trains, aiguilleurs ou pilotes d'avions. Ils ne peuvent pas non plus remplacer les ouvriers sur les chaînes de montage, les employés, les techniciens ou les ingénieurs, qui sont tous des maillons indispensables pour faire tourner les entreprises.

Autant un travailleur seul est désarmé devant son patron, autant il est fort quand il agit avec les autres. Par leur nombre comme par leur présence dans tous les rouages de la vie économique, les travailleurs représentent une force sociale unique. Cependant, pour qu'ils soient en mesure de se battre réellement et usent de la force que leur donnent les grèves et les manifestations, il faut qu'ils soient conscients de faire partie d'une même classe sociale, aux intérêts fondamentaux identiques. Il faut qu'ils s'expriment collectivement en tant que tels.

Il faut qu'ils soient capables d'affirmer leur point de vue de classe, d'exprimer leurs mots d'ordre. Il faut qu'ils apparaissent comme une force politique.

La nécessité d'un programme de classe pour les travailleurs

Toute la vie politique est organisée pour que les travailleurs n'apparaissent pas comme une force. Ce que les politiciens appellent démocratie parlementaire, c'est le droit pour les exploités, pour les opprimés, pour la majorité de cette société, de choisir entre différents partis et entre différents hommes politiques lors des élections. C'est un faux choix, tant que toutes ces forces politiques défendent les intérêts des oppresseurs.

Or tous les grands partis institutionnels, ceux qui sont susceptibles de fournir une majorité parlementaire et un président de la République, du Parti socialiste au Front national en passant par les différentes nuances de la droite, considèrent l'organisation actuelle de la société, dominée par l'argent et basée sur l'exploitation, comme la seule possible. Ces partis peuvent faire mine de s'étripier pendant les campagnes électorales ou au Parlement, de s'opposer les uns aux autres sur un certain nombre de questions, ils ne se placent pas moins tous du point de vue des intérêts de classe de la grande bourgeoisie.

Ils répètent tous que la seule façon de diminuer le nombre de chômeurs est d'accroître la compétitivité des entreprises.

Seuls les patrons et les propriétaires des entreprises ont intérêt à ce que les salaires de leurs travailleurs soient bloqués ou baissent et que leurs horaires deviennent plus flexibles. Seuls les patrons ont intérêt à licencier pour surcharger de travail les salariés qui restent.

Pour accroître ses profits et « sécuriser » ses affaires, la bourgeoisie veut que la vie des exploités dépende des commandes et des aléas du marché. Mais les travailleurs ne sont pas des machines que l'on peut brancher et débrancher. Ils ont une vie, une famille. Leur loyer, les factures qui tombent tous les mois ne sont pas flexibles. L'estomac de leurs enfants n'est pas flexible. Les travailleurs ont besoin d'un emploi et d'un salaire garantis.

La compétitivité et le profit sont les raisons d'être des capitalistes, pas des travailleurs ! La bourgeoisie voudrait faire croire que les travailleurs ont des intérêts dans la guerre économique qu'elle mène contre ses concurrents. Les travailleurs n'ont aucune raison de marcher, comme ils n'ont aucune raison d'être attachés à cette économie stupide, aucune raison d'accepter de se sacrifier pour une économie basée sur leur propre exploitation.

Face à la variété des politiques qui répondent aux problèmes de la bourgeoisie, il faut que les travailleurs opposent leur propre politique et leur programme qui répondent à leurs problèmes. Ils doivent revendiquer leur dû, sans se soucier des conséquences sur la compétitivité ou sur les profits, sans



Les travailleurs de PSA Aulnay, alors en lutte contre la fermeture de leur usine.

se soucier de gêner les affaires de la bourgeoisie. La seule perspective pour la classe ouvrière est de se battre pour ses intérêts propres, qui correspondent aux intérêts de la majorité de la société. Cela nécessite de s'en prendre aux intérêts de la classe capitaliste.

Contre le chômage et la précarité: interdiction des licenciements et répartition du travail

Alors que quelques milliers de grands bourgeois et de spéculateurs parasites prospèrent, aidés par tous les gouvernements qui se succèdent, près de six millions de femmes et d'hommes sont plongés dans le chômage et sont réduits à la survie. Le chômage est le fléau qui frappe l'ensemble du monde du travail, y compris ceux qui ont conservé leur emploi, car il représente une menace pour tous, et parce que cette menace est utilisée par le patronat pour faire pression sur les travailleurs et pour aggraver l'exploitation de tous.

La priorité pour les travailleurs, c'est la fin des licenciements et l'arrêt des suppressions d'emplois. Imposer l'interdiction des licenciements est le seul moyen de cesser d'ajouter de nouveaux chômeurs aux millions qui se bousculent déjà à Pôle emploi. Il faut aussi résorber le chômage, et cela ne peut pas se faire sans répartir le travail entre tous.

Pour faire réellement diminuer le nombre des chômeurs, il faut qu'il y ait des embauches partout où le personnel manque, partout où la cadence de travail et les horaires sont devenus insoutenables. Partout où les salariés ne peuvent plus poser leurs congés comme ils veulent, il faut des embauches en CDI, de vrais emplois avec des salaires pleins et entiers. Il faut arrêter avec ces contrats précaires scandaleux où, tous les deux ans, un travailleur en remplace un autre, mis au chômage.

Il faut arrêter de concentrer tout le travail sur des travailleurs de moins en moins nombreux. Au contraire, il faut imposer de le répartir avec un salaire plein, parce qu'un emploi et le salaire qui va avec sont la seule richesse des travailleurs. Le revendiquer est un droit légitime. C'est de l'intérêt de tous les travailleurs qui subissent les contrecoups des suppressions d'emplois au travers de l'augmentation des cadences et de l'exploitation. C'est aussi de l'intérêt d'autres catégories populaires, des commerçants par exemple qui, avec la paupérisation, voient fondre leur clientèle et sont menacés jusque dans leur propre existence.

Augmentation des salaires et des pensions de retraite

Il faut en finir avec les blocages de salaire et les plans de compétitivité, qui conduisent à des baisses sur la fiche de paye. Pour que chacun vive dignement, il faut que les salaires, les pensions de retraite et les minima sociaux suivent les augmentations du coût de la vie, celles des loyers, du gaz, de l'électricité, des mutuelles, des assurances, des impôts et taxes.

Les travailleurs doivent imposer la transparence sur les comptes des entreprises

On ne peut pas et on ne doit pas croire sur parole les dirigeants de la bourgeoisie. Les mêmes qui expliquent qu'ils ne peuvent plus payer la part patronale des cotisations pour la Sécurité sociale versent 200, 300 fois le smic à leurs PDG. Les mêmes qui refusent d'augmenter les salaires au rythme de l'inflation, trouvent normal de verser des dizaines de millions aux grands actionnaires, millions qui seront dilapidés dans des caprices de riches ou, pire encore, dans la spéculation.

Le grand patronat a érigé le mensonge en art de gouverner. Même s'il est de bon ton pour les politiciens de parler de transparence, ils continuent de défendre le secret des affaires et d'interdire aux salariés de divulguer les informations dont ils disposent sur les comptes de l'entreprise. Pour cause ! Si les travailleurs avaient accès à toutes ces comptabilités, ils mesureraient l'escroquerie qui consiste à parler de coût du travail. Le travail ne coûte pas aux



Ça va pour Carlos Ghosn, le PDG de Renault-Nissan, qui gagne 15 millions d'euros par an, soit 41 000 euros par jour, samedis, dimanches et fêtes inclus.

patrons, il leur rapporte. Le moindre centime que la bourgeoisie gagne lui vient de l'exploitation du travail; les millions d'euros que dépensent les riches pour maintenir leur train de vie de parasites sont extraits de la peine et de la sueur des travailleurs.

Le secret commercial, le secret bancaire et le secret des affaires font partie des armes du patronat pour imposer leur domination: la levée de ces secrets doit faire partie du programme des travailleurs.

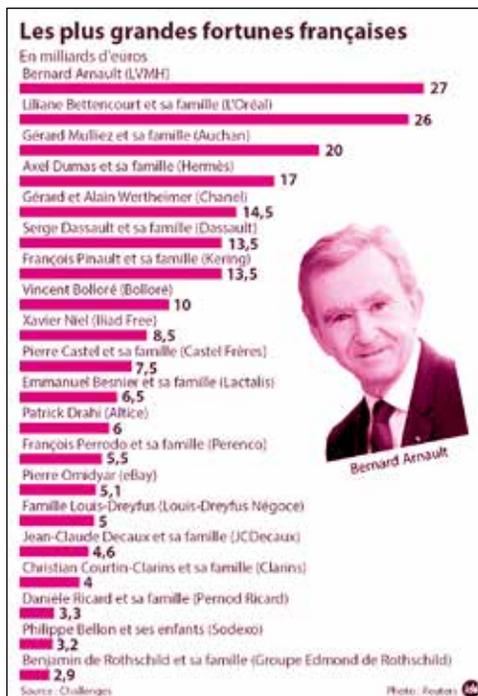
Tous ces objectifs ne constituent pas un programme électoral. Même le vote d'une majorité d'électeurs ne suffirait pas pour l'imposer, car la classe privilégiée n'abandonnera pas ses privilèges simplement parce que tel est le souhait de la population, fût-il démocratiquement exprimé. Il s'agit d'un programme de lutte pour les travailleurs et d'une boussole politique. Ce programme de classe doit permettre aux exploités de se rassembler autour de leurs intérêts de classe et de rejeter les représentants politiques de la bourgeoisie.

Faire entendre le camp des travailleurs dans les élections

Élection après élection, les travailleurs font l'expérience qu'ils ne peuvent pas changer leur sort en votant. Ils savent que les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient et qu'une fois élus, les politiciens s'empressent de renier le peu qu'ils ont promis aux travailleurs, pour faire la politique des plus riches. Hollande, qui a passé son mandat à piétiner le peu d'engagements qu'il avait pris pour assurer plus de justice sociale, ne l'a que trop montré.

À chaque campagne électorale, les politiciens jouent la même comédie du changement et promettent un meilleur avenir pour tous. Ce sont des mensonges grossiers, répétés semaine après semaine, mois après mois, par un intense matraquage médiatique. Et, faute de luttes sociales d'ampleur, l'essentiel de la vie politique tourne autour de ce cirque électoral et de l'illusion que le bulletin de vote confère à chacun un peu de pouvoir.

C'est une duperie, car le véritable pouvoir n'est pas à l'Élysée ni à Matignon. Les vrais maîtres de l'économie et de la société, ce sont les Peugeot, Bouygues, Arnault, Dassault, Mittal. Ils disposent des capitaux, ils sont les maîtres d'entreprises et tiennent dans leur main la vie de dizaines de milliers de femmes et d'hommes, l'économie et l'avenir de villes voire de régions entières. Leurs



Le véritable pouvoir...

décisions et leur volonté s'imposent à ceux censés gérer les affaires de l'État. Tous ceux qui veulent gouverner dans le cadre de ce système capitaliste, basé sur la propriété privée des moyens de production, le marché et la concurrence, se vouent à n'être que des sous-fifres, des exécuteurs des basses œuvres de cette grande bourgeoisie.

Ceux qui accèdent à l'Élysée, à Matignon, ou les hauts fonctionnaires qui assurent la permanence de l'appareil d'État, sont d'ailleurs unis par mille liens à ces grands bourgeois. Ils sortent des mêmes milieux, fréquentent le même monde. Ils sont unis par le même mépris des pauvres, des ouvriers, des employés. Et c'est bien naturellement qu'ils considèrent que gérer les affaires de l'État, c'est gérer les affaires de la bourgeoisie.

Le PS, la droite, et le FN tout autant, sont des représentants politiques de la bourgeoisie. Il n'y a pas à s'en étonner : ils sont tous liés d'une façon ou d'une autre à la bourgeoisie et ils sont tous les défenseurs du capitalisme et de l'ordre bourgeois. Ils font tous comme si les intérêts des travailleurs découlaient des intérêts du patronat. Ils se distinguent par leur affichage politique et leurs prétendues solutions aux problèmes de l'économie. Tantôt c'est l'innovation, tantôt c'est la flexibilité du marché du travail, le remboursement de la dette, tantôt c'est le protectionnisme, la sortie de l'euro ou la sortie de l'Union européenne.

Pas une de ces politiques ne correspond aux intérêts des travailleurs. Accepter de se mettre à la remorque de l'un ou l'autre de ces politiciens, quand on est un exploité, c'est nier sa propre existence de travailleur, c'est mettre ses intérêts sous la table, c'est renoncer au combat. Les travailleurs ont une politique propre à défendre, une politique indépendante, une politique de classe. Car la lutte de classe n'est pas une invention des communistes révolutionnaires, elle est le quotidien de millions d'hommes et de femmes. Les politiciens qui le cachent sont dans le camp du grand patronat, de ceux qui dominent et ont intérêt à ce que rien ne change.

Faire entendre le camp des travailleurs, que ce soit dans les luttes sociales ou dans les combats politiques que sont les élections, c'est la raison d'être de Lutte ouvrière. C'est pourquoi ses militants présenteront, à l'élection présidentielle de 2017, la candidature de Nathalie Arthaud. Les travailleurs combattifs et conscients de leurs intérêts pourront faire un vote de classe, affirmer la fierté d'être des travailleurs, la fierté de faire tourner toute la société et la fierté d'avoir pour perspective de s'émanciper en combattant l'exploitation capitaliste. Les travailleurs, écœurés à juste titre par le spectacle donné par le PS, la droite et le FN, et qui ne s'estiment représentés par aucun parti, pourront en votant pour Nathalie Arthaud exprimer leur conscience de classe.

S'ils pensent que la société est riche à milliards et qu'aucun des sacrifices qu'on veut imposer au monde du travail n'est justifié; s'ils pensent que la société est divisée en deux classes et que les intérêts des capitalistes ne sont pas ceux des travailleurs; s'ils pensent qu'il est nécessaire de le dire haut et fort, ils pourront le faire lors de la présidentielle à travers la candidature de Nathalie Arthaud.

Cette candidature se distinguera des autres parce qu'elle ne vise pas à gouverner dans le cadre de cette société, elle doit servir à ce que les travailleurs s'expriment, se regroupent, montrent aux autres travailleurs qu'il y a un courant qui défend d'autres perspectives que la société d'exploitation.

Le PS et le PC, bien qu'issus du mouvement ouvrier, ont depuis longtemps trahi les intérêts des travailleurs. Il faut reconstruire un parti ouvrier défendant les idées de lutte de classe.

La bourgeoisie ne pourrait pas régner si elle ne dominait pas les esprits avec ses valeurs, l'individualisme et l'enrichissement effréné. Face à elle, il n'y a plus de parti ouvrier digne de ce nom pour la contrecarrer et porter d'autres perspectives. Pire, les partis que les travailleurs s'étaient donnés pour mettre en avant les idéaux révolutionnaires ont trahi et discrédité ceux-ci.

Le Parti socialiste a repris à son compte toutes les idées de la bourgeoisie et les relaie depuis longtemps dans les classes populaires. Quant au Parti communiste, qui a été de loin le plus grand parti ouvrier que la France ait jamais connu, il a abandonné toute perspective révolutionnaire en épousant la politique stalinienne. C'était la révolte, la combativité, le courage et le dévouement de ses militants d'entreprise qui faisaient la force et la réputation du PC. Tout cela a été dévoyé et gâché par sa direction.

Au lieu de s'appuyer sur les combats que menaient ses militants, le PC a cultivé l'électoratisme, faisant croire que tout dépendait de l'élection de tel ou tel, que voter à gauche allait changer la vie des travailleurs! Pendant des décennies, le PC a été complice de l'imposture du PS. Les dirigeants du PC portent la responsabilité d'avoir entraîné leurs propres militants dans une impasse politique. Cette responsabilité ne s'arrête pas là.

Ce sont eux qui ont introduit dans le mouvement ouvrier communiste un grand nombre d'idées de la bourgeoisie. Pire, ils les ont présentées comme des idées de gauche, qui correspondaient aux intérêts des travailleurs: la solidarité nationale à la place de la solidarité de classe, le nationalisme à la place de l'internationalisme, le drapeau tricolore à la place du drapeau rouge, sans même parler du «produire français» ou de gestes démagogiques anti-immigrés du temps de Georges Marchais.



Avec le programme commun, Georges Marchais mit le PCF au service des ambitions de Mitterrand.

Le PC a vidé, au fil du temps, la tradition communiste du mouvement ouvrier de tout contenu révolutionnaire, pour le remplacer par une bouillie réformiste vantant les charmes des élections pour parvenir au pouvoir gouvernemental dans le cadre du système électoral mis en place par de Gaulle, et sans toucher à l'organisation capitaliste de la société, c'est-à-dire au pouvoir de la bourgeoisie.

Les militants ouvriers, les militants du PC et tous ceux qui ont gardé le courage et l'envie d'agir dans les entreprises, dans les quartiers populaires, ont intérêt à réfléchir sur le passé, à comprendre pourquoi leur parti a perdu la confiance des travailleurs. Revenir aux idées fondatrices du Parti communiste, aux idées de la lutte et de la conscience de classe, est la seule perspective pour ceux qui veulent agir dans l'intérêt du monde du travail.

Les partis réformistes ont abandonné jusqu'à ces mots de travailleurs et de lutte de classe, mais les travailleurs sont là et bien là. Ils sont indispensables au fonctionnement de la société. Ils font tourner la machine à profits et ils mèneront à nouveau les luttes d'ensemble nécessaires.

Le sentiment de classe existe parmi les exploités. Il faut lui donner une expression politique. Pour qu'il se transforme en une conscience de classe solide, forte, capable de résister aux pressions de la société bourgeoise et d'orienter les nôtres dans les combats qui se présentent, il faut reconstruire un parti communiste révolutionnaire. Un parti capable d'intervenir sur tous les problèmes qui se posent et en mesure d'offrir la boussole nécessaire pour

rassembler les travailleurs autour d'une politique de classe et des perspectives propres aux travailleurs, les perspectives communistes révolutionnaires.

L'illusion du réformisme et d'une vraie politique de gauche

Le PCF et Mélenchon prétendent connaître une voie permettant à la condition ouvrière de progresser sans pour autant remettre en cause le capitalisme. Mais des lois économiques puissantes s'imposent à tous ceux qui gouvernent. Ce sont les lois du profit, de la concurrence et du marché. La crise dans laquelle nous sommes plongés exacerbe la concurrence entre groupes capitalistes pour dominer des marchés, se racheter les uns les autres, gagner dans la spéculation les profits élevés que l'activité productive ne suffit plus à leur donner.

Néanmoins, le profit global de la classe capitaliste ne peut s'accroître que par l'aggravation de l'exploitation. La guerre de classe menée par la classe privilégiée sera de plus en plus féroce contre le monde du travail.

Ceux qui se réclament d'une « vraie politique de gauche », que ce soit Mélenchon ou Montebourg, peuvent nier ces lois, ils peuvent passer sous silence la dictature de la bourgeoisie... tant qu'ils ne sont pas au pouvoir. Une fois qu'ils y accèdent, et cela a été le cas de Montebourg, et de Mélenchon qui a été ministre sous Jospin, ils n'ont que le choix de se ranger ou de démissionner.

La société capitaliste, surtout en cette période de crise, ne laisse pas de voie



Au PS pendant 30 ans, Mélenchon fut ministre de Jospin, alors que Hollande était premier secrétaire du parti.

médiane : ceux qui ne combattent pas le capitalisme, le grand patronat et les banquiers contribuent inévitablement à ligoter les exploités en les lanternant, en faisant miroiter de faux espoirs.

Ce qui s'est passé en Grèce est éclairant à cet égard. Élu en janvier 2015 sur la promesse de rompre avec l'austérité imposée aux classes populaires de son pays par la bourgeoisie tant nationale qu'internationale, Tsipras, qui se présentait comme un homme plus à gauche que la gauche, a capitulé au mois de juillet de la même année. Sa réélection au mois de septembre lui a donné plus de moyens... dont il s'est servi pour appliquer la politique d'austérité qu'il avait refusée en janvier.

C'est une leçon qui ne vaut pas seulement pour les classes populaires grecques.

Les travailleurs ne peuvent se défendre efficacement que s'ils sont prêts à combattre le grand patronat sous un gouvernement de gauche avec autant de détermination que sous un gouvernement de droite.

Ce n'est pas de nouvelles illusions que les travailleurs ont besoin, c'est de conscience. Beaucoup de travailleurs, écœurés par la politique antiouvrière de Hollande, tirent la conclusion que tous les politiciens se valent et qu'ils n'ont plus à se mêler de politique. D'autres, trompés par Hollande, cherchent une nouvelle personnalité qui puisse être un nouveau sauveur. Ces deux attitudes sont des impasses.

Pour les travailleurs, « il n'est pas de sauveur suprême », comme le dit *L'Internationale*, le chant des travailleurs. Quels que soit la personnalité, le charisme ou les promesses de celui ou celle qui réclame nos voix pour prétendre ensuite « faire le travail », « régler les problèmes du pays », « faire les réformes nécessaires », sans s'en prendre à la bourgeoisie et au patronat, il ou elle mènera la même politique que tous ses prédécesseurs.

Lutte ouvrière ne se revendique pas de la gauche, mais du camp des travailleurs

Lutte ouvrière ne participera pas aux diverses tentatives pour ressusciter une gauche gouvernementale, que ce soit autour d'un tel ou d'une telle. Nous nous revendiquons, non pas de la gauche, mais du camp des travailleurs. Parler de la gauche, c'est mêler des salariés, des chômeurs, des femmes et des hommes des classes populaires avec des dirigeants politiques dévoués corps et âme à la bourgeoisie, comme Valls et Hollande. C'est les mêler avec des hommes riches et méprisants du genre de Macron ou de Cahuzac, qui appartiennent à la bourgeoisie, qui ont l'arrogance, le mépris social de la bourgeoisie et sa tradition de frauder le fisc.



Manuel Valls, au siège d'Air France, en soutien à la direction, qui organise un plan de licenciements (6 octobre 2015).

En politique, la gauche ne désigne plus qu'une écurie de politiciens, sans rapport depuis longtemps avec les partis que le mouvement ouvrier a fait naître. Des politiciens qui parlent des grèves et des syndicats avec autant de hargne de classe que la droite et le patronat.

La véritable frontière ne passe pas entre la gauche et la droite politiciennes. Elle passe entre le patronat et le camp des travailleurs, entre la bourgeoisie capitaliste et la classe ouvrière, c'est une frontière de classe.

Reconstruire un parti communiste révolutionnaire

Il faut un parti qui prenne position politiquement du point de vue des travailleurs et de leurs intérêts. Pas des intérêts de la France, pas des intérêts des entreprises, car il s'agit alors toujours des intérêts de la bourgeoisie. Nous voulons un parti qui ne véhicule pas d'illusions électoralistes, qui dise clairement que le seul moyen pour les travailleurs de se défendre, dans cette société capitaliste, c'est leurs luttes collectives. Seul un parti qui a pour objectif et pour raison d'être le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie, l'expropriation des groupes capitalistes et des banques et le contrôle de l'économie par les travailleurs qui produisent, peut rester en toutes circonstances fidèle aux intérêts du monde du travail.

Un tel parti placera sa confiance dans les travailleurs, dans leur capacité collective à se défendre et à transformer la société par en bas. Dans le passé, ils ont prouvé qu'ils pouvaient le faire. Avec la Commune de Paris de 1871, puis avec la Révolution russe de 1917, ils ont fait la preuve qu'ils pouvaient



Avec la Commune de Paris en 1871, les travailleurs montèrent « à l'assaut du ciel ».

changer la société, en créer une autre radicalement différente basée sur la propriété collective. Une société sans la domination de l'argent et du profit. Une société et une économie d'abord organisées pour répondre aux besoins de toute la population.

Front national: bouée de sauvetage de l'ordre bourgeois

Avec la crise, le repli sur soi et le rejet de l'autre, le racisme, la xénophobie et les préjugés nationalistes, religieux ou sexistes ont resurgi en force. Cette vague réactionnaire dépasse dans une large mesure le Front national, et celui-ci la chevauche, l'alimente et l'amplifie.

La stratégie dite de dédramatisation de Marine Le Pen, poussée jusqu'à la brouille avec son père, montre que toute une partie des cadres du FN aspirent à accéder à la mangeoire du pouvoir, au niveau des municipalités, des régions et, si les circonstances le permettent, de l'État. Le FN s'inscrit aussi dans la continuité de la vieille extrême droite de ce pays, avec ses nostalgiques des guerres coloniales, ses calotins, ses petits patrons antiouvriers, si bien représentés pendant longtemps par l'ex-parachutiste Le Pen père.

Au sein du FN, des coteries sont prêts à mener une politique antiouvrière plus virulente, si les circonstances le permettent. Et ces circonstances dépendront de l'évolution de la crise de l'économie capitaliste et de la

Si elle s'adresse à l'électorat populaire, Marine Le Pen (en bas à droite) n'en est pas moins l'héritière de son père, châtelain à Saint-Cloud.



possibilité que cette crise, en poussant vers la ruine toute une partie de la petite bourgeoisie, fournisse des fantassins pour mener une politique antiouvrière plus brutale encore.

La droite traditionnelle et la gauche se sont tellement déconsidérées qu'elles déconsidèrent l'idée même de changement par l'alternance entre ces deux forces. Eh bien, le FN propose une nouvelle forme d'alternance : le Front national contre les deux grands partis de l'alternance, Parti socialiste et Les Républicains. Gauche-droite, droite-gauche : voilà comment le parlementarisme bourgeois nous fait marcher au pas depuis un demi-siècle. Front national contre le bloc des partis traditionnels : voilà la nouvelle offre politique proposée par le FN.

Contre le Front national, ennemi mortel de la classe ouvrière, faire entendre le camp des travailleurs

Les électeurs des classes populaires qui croient rejeter la politique des partis gouvernementaux en choisissant le FN se trompent dangereusement. Le FN est tout autant au service de la grande bourgeoisie que les partis de l'alternance.

Pour être élue, Marine Le Pen fait des appels du pied à l'électorat populaire et même aux chômeurs, aux salariés. Mais son programme creuse la tombe des classes exploitées.

Elle ne propose pas de combattre la pauvreté, elle prône la guerre entre



Quand Marion Maréchal Le Pen qualifiait de lynchage la colère des salariés d'Air France.

pauvres. À l'entendre, le chômage, les bas salaires, les déficits des caisses de Sécurité sociale, tout est de la faute des immigrés, rien du patronat, rien du grand capital qui domine l'économie. Les préjugés et les idées réactionnaires que le Front national véhicule parmi les travailleurs agissent comme un dissolvant pour liquider ce qu'il reste de conscience de classe héritée du passé. Opposer les travailleurs les uns aux autres, ceux qui ont une carte d'identité française aux étrangers, ceux qui ont un travail aux chômeurs et, réciproquement, les ouvriers aux employés et aux fonctionnaires, affaiblit la classe ouvrière et la rend plus vulnérable face au grand patronat. En semant la haine, le FN nourrit l'inquiétude dans les milieux immigrés, y compris de la deuxième ou de la troisième génération, et provoque des réflexes de repliement sur sa communauté.

L'influence croissante du FN renforcera le communautarisme. Les deux se conjuguent pour morceler encore plus la classe ouvrière et pour disloquer sa conscience de classe.

Il faut s'y opposer de la seule façon possible : au nom de la conscience de faire partie de la même classe ouvrière, dont les intérêts sont fondamentalement identiques, par-delà les origines et la nationalité.

Il faut s'y opposer au nom des intérêts de classe des exploités, ouvertement et clairement affichés. Ce n'est possible que si les militants eux-mêmes font confiance à la classe ouvrière, à sa force collective et à sa capacité de se battre pour ses intérêts matériels ainsi que pour ses intérêts politiques.

Bien au-delà du monde du travail, nombreux sont ceux qui sont inquiets et ont envie d'empêcher l'évolution réactionnaire incarnée par le FN.

Ce que nous avons à leur dire, c'est de ne pas croire qu'un quelconque front républicain peut empêcher cette évolution. Il est aussi faux qu'utopique de s'opposer à la montée du FN en se réfugiant derrière les partis usés et déconsidérés de la bourgeoisie.

Seule une reprise de conscience et de combativité du monde ouvrier et des

valeurs qu'il défend peut peser sur la société pour prendre le contre-pied de l'évolution réactionnaire des choses et des partis qui l'incarnent.

Le pouvoir du capital accule l'économie dans l'impasse et mène la société au désastre : l'avenir de la société est le communisme

Crise économique, chômage de masse, inégalités, spéculation financière : les dirigeants actuels, ceux de l'État comme ceux qui sont à la tête des multinationales et des grandes banques, sont incapables d'apporter quelque solution que ce soit.

Comme les milliards qu'ils extraient de la production et de l'exploitation des travailleurs ne leur suffisent pas, ils les jouent au casino de la finance. Autrement dit, plus nous travaillons, plus nous faisons d'efforts et de sacrifices, plus la spéculation augmente ! Plus nous risquons le krach généralisé ! Y a-t-il plus fou que cette économie ? Il n'y a jamais eu autant de richesses, et pourtant on ne nous parle que de crise, de déficits. On nous met dans le crâne qu'il faut accepter des sacrifices, accepter de vivre moins bien que nos parents. Et c'est sans parler de ce qui se passe dans les pays plus pauvres !

Non, nous ne sommes pas condamnés à cette dictature d'une poignée de grands actionnaires !

Il faut mettre fin à la propriété privée des moyens de production, des usines, des banques, des transports et des grandes chaînes de distribution, qui empêche toute organisation rationnelle de l'économie.

Mettre en commun ces moyens de production, c'est le sens profond du mot communisme. Ce mot communisme a été dénaturé et transformé en son contraire. C'est pourtant un des mots les plus riches de signification, les plus beaux. En organisant collectivement les moyens de production, en décidant ensemble à l'échelle de la planète ce que l'on produit ou pas, en répartissant les richesses, le chacun-pour-soi, la lutte individuelle pour la vie pourraient enfin céder la place à la conscience collective que l'humanité est une et indivisible et qu'elle a les moyens d'assurer une vie digne à chacun de ses membres.

L'humanité semble engagée dans une gigantesque marche arrière. La course au profit est aussi, directement ou indirectement, derrière toutes les guerres, derrière toutes les interventions militaires. Des foyers de guerre civile se multiplient. Le chauvinisme, la xénophobie, l'intégrisme religieux et l'ethnisme prennent des formes violentes.

Le flot croissant de femmes, enfants et hommes contraints de fuir leur pays, chassés par les guerres ou tout simplement par la misère et la famine, est une des expressions du retour de la société vers la barbarie. Cette barbarie se



Les migrants se pressent aux portes de l'Europe, qui se ferment pour eux (ici, à la frontière entre la Slovénie et l'Autriche, octobre 2015).

manifeste dans les conditions de cette fuite: il faut risquer la noyade en mer, affronter la brutalité policière des pays traversés, les barbelés, pour passer d'un pays à l'autre. Elle s'affirme par ces camps infâmes où l'on enferme femmes, hommes, enfants par dizaines de milliers, comme s'ils étaient des criminels.

Il n'est pas possible de mettre fin à ces multiples manifestations de la barbarie sans mettre fin au capitalisme qui l'engendre.

Il revient donc aux travailleurs conscients de combattre cette société, de montrer la voie, en mettant en avant une politique dans laquelle les exploités de tous les pays peuvent se reconnaître. Cette politique doit s'incarner dans un parti qui offre des perspectives aux travailleurs et des raisons d'être fiers.

Fiers de combattre les divisions semées dans la classe ouvrière. Fiers d'affirmer la conscience de nos intérêts communs, par-delà la diversité de nos métiers, de nos origines, de nos statuts. On nous rabâche que notre identité dépend de notre origine, de notre nationalité ou de notre confession. Mais un aspect essentiel de notre vie et de notre identité, c'est que nous sommes des travailleurs, des ouvriers, des employés, des gardiens, des aides-soignantes, des caissières, des enseignants. Alors il faut serrer les rangs, rejeter ceux qui veulent dresser un mur entre nous et affirmer notre conscience d'appartenir à une seule et même communauté, celle des travailleurs et des exploités.

Fiers de dénoncer la guerre et les bombardements sur la Syrie et l'Irak, fiers de dénoncer le terrorisme comme le fruit pourri de l'impérialisme. Le chaos qui règne dans ces régions, Daech qui exerce une des dictatures les

plus féroces, c'est le produit des rivalités, du pillage et de l'oppression des grandes puissances, des États-Unis, de l'Arabie saoudite, du Qatar, de la Russie, sans oublier la France. Avec leurs bombes et leurs manœuvres actuelles, ils vont créer de nouveaux monstres. Alors, à bas la politique impérialiste et les interventions guerrières de la France !

Fiers de s'élever contre l'injustice faite aux migrants. C'est la fermeture des frontières qui crée ce drame humain. En leur assurant la liberté de circulation et d'installation, y compris bien sûr en Europe, sur ce continent riche de 500 millions d'habitants, on permettrait que les réfugiés se répartissent d'eux-mêmes ; ils pourraient s'appuyer sur des membres de leurs familles et sur toutes les bonnes volontés qui existent. Alors, il faut que les travailleurs accueillent les migrants à bras ouverts, et en fassent au plus vite des frères de classe et des frères de combat, pour changer de fond en comble ce monde inhumain.

Oui, les travailleurs peuvent être fiers de contester l'ordre social et de pouvoir dire à tous les opprimés de cette terre qu'ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes !

Durant toute son histoire, le prolétariat a montré à bien des reprises qu'il était capable de grandes choses. Il a la capacité de peser sur la vie politique dans le cadre du système capitaliste. Il a même la capacité de briser le cadre et de jeter les fondements d'une organisation sociale débarrassée de l'exploitation et de la dictature du grand capital. Il faut qu'il se donne un parti à sa hauteur : un parti communiste révolutionnaire.

Ce parti naîtra à travers les grandes luttes de demain, de la confrontation avec la grande bourgeoisie et avec son appareil d'État. Il est cependant nécessaire que tous ceux qui, dès aujourd'hui, se situent dans cette perspective s'expriment, se regroupent, affirment leur conviction, convainquent et entraînent. Car c'est la seule perspective d'avenir vivable pour l'humanité.

25 juin 2016

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :

Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18

- par e-mail :

contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

Visitez notre site Internet : www.lutte-ouvriere.org

Supplément gratuit à Lutte ouvrière n° 2500 du 1^{er} juillet 2016

Imprimé par IMS - 93500 Pantin